

profit laissée aux magasins à succursales et aux usines de transformation s'élargit, parce que les consommateurs sont prêts à acheter. Les magasins à succursales veulent donc faire baisser le prix du bœuf versé au producteur, pour pouvoir ainsi accroître leurs bénéfices. Il suffit d'examiner les chiffres des bénéficiaires qu'ils ont réalisés pour voir qu'ils n'ont pas pâti. Le fait même que le nombre des vaches a diminué de façon aussi significative depuis 1954 montre que les cultivateurs et les éleveurs ont pâti et qu'ils ont réduit leurs troupeaux en conséquence. Une fois de plus j'exhorte le ministre de l'Agriculture (M. Olson) à conseiller à ses collègues du cabinet de faire des déclarations plus subtiles en public et moins outrageantes pour l'industrie.

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'ai été étonné de voir le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) et le ministre de l'Agriculture (M. Olson) se livrer bataille.

L'hon. M. Olson: Quelle bataille?

M. Peters: Ce n'est peut-être qu'une bataille journalistique. Elle n'a certes fait aucun tort aux intéressés s'ils se livrent à une campagne publicitaire à Radio-Canada: Cependant ils ont suscité un certain intérêt peut-être tout à fait propice au sujet. A mon avis, le ministre de l'Agriculture devrait expliquer la politique agricole au ministre de la Consommation, car ces dernières années, elle a contribué énormément à l'augmentation du prix du bœuf au Canada.

Le ministre a parlé de 1952. Je me souviens qu'à cette époque nous produisions du lait. Il était alors collecté à l'échelle nationale et transformé en énormes quantités de beurre. A ce moment-là le gouvernement n'avait qu'un objectif: éliminer l'excédent de beurre.

Je me souviens qu'à l'époque nous vendions des veaux d'un jour pour \$2. L'autre jour, j'ai eu la surprise d'entendre un marchand de veaux déclarer qu'il devait au moins obtenir \$100, de sources diverses, pour ce veau. Eh bien, si le prix des veaux est passé de \$2 à \$100, on peut s'attendre que le prix du bœuf devienne prohibitif. Nous avons dépensé beaucoup de temps et de peines pendant très longtemps, pour nous débarrasser au fur et à mesure de nos surplus, et une partie de notre problème aujourd'hui tient à la nature des mesures à court terme auxquelles on a eu recours pour liquider ces excédents. Nous avons rendu visite à des douzaines de fermiers ces dernières semaines et remarqué une extrême pénurie de veaux de boucherie. La production de veaux sera de plus en plus

[M. Horner.]

difficile à l'avenir, en partie parce que dans l'Ouest du Canada, le gouvernement libéral a élaboré des projets destinés à mettre fin à ce qu'il appelle la production non rentable de la crème.

Quiconque a été élevé dans une ferme sait que la production de la crème n'est pas rentable. C'est cependant un sous-produit de l'industrie laitière. Bien des fermiers se laissaient arracher à grand-peine une cruche de crème mais utilisaient le lait écrémé à la ferme, comme sous-produit, pour nourrir cinq ou six veaux.

Tous ces veaux alimentaient, directement ou indirectement, l'industrie de l'élevage. Nous avons supprimé cela. Nous avons éliminé 30,000 ou 40,000 de ces producteurs si inefficaces du point de vue du gouvernement. Que n'importe ce que fait le ministre de la Consommation. Depuis dix ans, nous avons éliminé une source importante d'élevage de veaux dans le pays et nous ne serons pas en mesure de la remplacer. Il est ridicule d'imaginer que quelqu'un consentira à s'engager dans l'élevage du veau lorsque ceux-ci valent \$100. Je le répète, nous vendions ces veaux à \$2 pièce. Au fait, il y a quelques années à peine, je me souviens avoir assisté à des ventes aux enchères où j'ai vu vendre des veaux d'un jour de \$15 à \$25. Aujourd'hui, il n'y a pas assez de veaux pour faire face à la demande et les prix continueront à augmenter.

Le ministère de la Consommation ne sera en mesure de contrôler ce mouvement à moins qu'il ne puisse contrôler la planification à long terme de toute l'industrie. Heureusement, ici au Canada, nous sommes parvenus à produire des aliments à coûts réduits. Nous n'avons pas connu les prix élevés qui sévissaient dans d'autres pays. Nous avons toujours pu produire en abondance. Mais si nous compromettons la rentabilité d'un secteur quelconque de la production agricole, nous serons menacés de pénurie et nous serons peut-être même obligés d'importer des aliments.

J'ai entendu cet après-midi le discours d'un député qui se servait sûrement des notes qu'il avait recueillies pour le débat sur le budget. D'après lui, notre pays n'est pas plus mal en point que les États-Unis. Si le ministre de la Consommation et des Corporations songe vraiment à venir en aide aux consommateurs du pays, il fait mieux de se préoccuper de l'attitude de ses collègues vis-à-vis des institutions financières du pays, car chaque fois que nous discutons des problèmes de l'agriculture, nous constatons que le taux élevé des intérêts en est la cause fondamentale. Bien des agricul-